
THE PROVINCIAL PARKS ACT
(C.C.S.M. c. P20)

Park Fees Regulation, amendment

Regulation 53/2014
Registered March 3, 2014

Manitoba Regulation 148/96 amended

1 The *Park Fees Regulation, Manitoba Regulation 148/96*, is amended by this regulation.

2 Section 1 is amended

(a) by repealing the definition "appraised value"; and

(b) by adding the following definitions:

"**assessed value**" means the value of land, not including any buildings or structures on the land, as determined by the minister; (« valeur foncière »)

"**waterfront lot**" means a lot that borders on

(a) a lake, river or other body of water, or

(b) a Crown reserve or water power reserve that borders on a lake, river or other body of water; (« terrain riverain »)

LOI SUR LES PARCS PROVINCIAUX
(c. P20 de la C.P.L.M.)

Règlement modifiant le Règlement sur les droits relatifs aux parcs

Règlement 53/2014
Date d'enregistrement : le 3 mars 2014

Modification du R.M. 148/96

1 Le présent règlement modifie le *Règlement sur les droits relatifs aux parcs, R.M. 148/96*.

2 L'article 1 est modifié :

a) par suppression de la définition de « valeur d'estimation »;

b) par adjonction, en ordre alphabétique, des définitions suivantes :

« **terrain riverain** » S'entend de tout terrain contigu :

a) soit à un lac, à une rivière ou à une autre masse d'eau;

b) soit à une réserve domaniale ou d'énergie hydraulique qui est elle-même adjacente à un lac, à une rivière ou à une autre masse d'eau. ("waterfront lot")

« **valeur foncière** » La valeur attribuée par le ministre à un bien-fonds, exclusion faite des bâtiments et ouvrages s'y trouvant. ("assessed value")

3 Section 4 is replaced with the following:

Land rental fee for residential lots

4(1) Subject to adjustment under subsection (2) and sections 4.1 and 6.2, the annual land rental fee payable in respect of a lease or permit for a residential lot within a provincial park is 4% of the assessed value of the lot, with a minimum fee payable of

- (a) \$500 for a waterfront lot; and
- (b) \$200 for any other lot.

4(2) For the following years, the land rental fee in respect of a residential lot is to be reduced by the amount that is equal to the specified percentage of the difference between the rental fee calculated for the lot that year under subsection (1) and the 2012-2013 land rental fee payable for that lot:

Year	Reduction
2013-2014	90%
2014-2015	80%
2015-2016	70%
2016-2017	60%
2017-2018	50%
2018-2019	40%
2019-2020	30%
2020-2021	20%
2021-2022	10%

3 L'article 4 est remplacé par ce qui suit :

Droits de location de biens-fonds — lots résidentiels

4(1) Sous réserve des rajustements prévus au paragraphe (2) et aux articles 4.1 et 6.2, les droits annuels de location de biens-fonds exigibles relativement à un permis ou à un bail visant un lot résidentiel situé dans un parc provincial correspondent à 4 % de la valeur foncière du lot, sous réserve des minimaux suivants :

- a) 500 \$ dans le cas des terrains riverains;
- b) 200 \$ dans le cas des autres terrains.

4(2) Pour chaque exercice indiqué ci-dessous, les droits annuels de location de biens-fonds exigibles relativement à un lot résidentiel font l'objet d'une réduction qui correspond au pourcentage indiqué en regard de l'année pertinente multiplié par l'écart entre les droits de location applicables au lot pour l'année en question calculés selon le paragraphe (1) et les droits de location applicables à ce même lot pour l'année 2012-2013 :

Exercice	Réduction
2013-2014	90 %
2014-2015	80 %
2015-2016	70 %
2016-2017	60 %
2017-2018	50 %
2018-2019	40 %
2019-2020	30 %
2020-2021	20 %
2021-2022	10 %

4(3) In this section, "**2012-2013 land rental fee**" means

(a) the land rental fee that was payable in respect of a lease or permit for the residential lot in question for the 2012-2013 year; or

(b) if a lot did not exist in the 2012-2013 year, the land rental fee that was payable for the 2012-2013 year in respect of a similar lot within the same area of the provincial park.

Cap on rent for residential lots outside park districts

4.1 The land rental fee payable in respect of a residential lot that is inside a provincial park but outside a park district must not exceed \$3,000 for the 2013-2014 year if property taxes are payable to a municipality or local government district or a northern affairs levy is payable in respect of the lot.

4 **Subsection 5(1) is amended by striking out everything after "commercial lot" and substituting "is 3.8% of the value of the lot as a commercial property, excluding any buildings or structures, as determined by the minister."**

5 **Section 6 is replaced with the following:**

General provisions re service fees

6(1) In order to calculate park district service fees, the minister must determine the direct and indirect costs, including capital and administrative costs, to provide services to or for the benefit of owners and occupiers of land within a park district for the year.

4(3) Pour l'application du présent article, l'expression « **droits de location pour l'année 2012-2013** » s'entend :

a) des droits de location de biens-fonds exigibles relativement à un permis ou à un bail visant un lot résidentiel pour l'exercice 2012-2013;

b) dans le cas d'un lot n'existant pas au cours de l'exercice 2012-2013, les droits de location de biens-fonds exigibles pour l'exercice en cause relativement à un lot semblable situé dans la même zone du parc provincial.

Droits maximaux de location applicables aux lots résidentiels situés à l'extérieur des districts de parc

4.1 Les droits de location de biens-fonds exigibles relativement à un lot résidentiel situé à l'intérieur des parcs provinciaux, mais à l'extérieur des districts de parc, ne peut dépasser 3 000 \$ pour l'année 2013-2014, si le lot fait l'objet de taxes foncières prélevées par une municipalité ou sous le régime de la *Loi sur les affaires du Nord*.

4 **Le paragraphe 5(1) est modifié par substitution, au passage qui suit « lot commercial », de « correspondent à 3,8 % de la valeur attribuée par le ministre au lot en tant que propriété commerciale, exclusion faite toutefois des bâtiments et ouvrages s'y trouvant ».**

5 **L'article 6 est remplacé par ce qui suit :**

Dispositions générales — droits de service

6(1) Dans le calcul des droits de service applicables à un district de parc, le ministre établit les frais directs et indirects, notamment les dépenses en immobilisations et d'administration, engagés au cours de l'année pour la prestation de services aux propriétaires et aux occupants de biens-fonds dans un district de parc ou à leur avantage.

6(2) If there are commercial lots in a park district or special consideration organizations operating in a park district, the minister must separately determine

(a) the costs to provide services to or for the benefit of owners and occupiers of residential lots; and

(b) the costs to provide services to or for the benefit of owners and occupiers of commercial lots and special consideration organizations.

6(3) If there is a capital cost incurred in connection with the provision of a service in a park district, the capital cost may be amortized with interest over a period of years and a portion of the amortized capital cost and interest is to be included in the minister's determination of the costs of providing services in the district.

6(4) The minister may charge different service fees within a park district because different services or different levels of services are provided in an area of a district or to reflect the higher cost of providing a service in an area of the district.

Service fees for residential lots

6.1(1) Subject to this section and section 6.2, the annual base service fee payable by each owner or occupier of a residential lot in a park district is the amount determined for the year by the following formula:

$$SF = A/B$$

In this formula,

SF is the annual base service fee payable;

A is the amount determined by the minister to be the cost to provide services to or for the benefit of owners and occupiers of residential lots in the park district for that year, other than services for which a supplemental service fee is payable under subsection (4);

6(2) Si un district de parc compte des lots commerciaux ou si des organismes spéciaux y exercent leurs activités, le ministre établit séparément :

a) les frais relatifs à la prestation de services aux propriétaires et aux occupants de lots résidentiels ou à leur avantage;

b) les frais relatifs à la prestation de services aux propriétaires et aux occupants de lots commerciaux ainsi qu'aux organismes spéciaux ou à leur avantage.

6(3) Les dépenses en immobilisations qui sont engagées à l'égard d'un service offert dans un district de parc peuvent être amorties, avec les intérêts courus, sur plusieurs années. Dans le calcul des frais relatifs à la prestation de services dans un district de parc, le ministre incorpore une partie des dépenses en immobilisations et des intérêts ainsi amortis.

6(4) Le ministre peut fixer des droits de service distincts selon les zones d'un district de parc, pour tenir compte des différents types ou niveaux de services y étant offerts ou encore des coûts plus élevés associés à la prestation d'un service dans une zone donnée.

Droits de service — lots résidentiels

6.1(1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et de l'article 6.2, les droits de service annuels de base que doit payer le propriétaire ou l'occupant d'un lot résidentiel situé dans un district de parc sont calculés à l'aide de la formule suivante :

$$DS = A/B$$

Dans cette formule :

DS représente les droits de service annuels de base exigibles;

A représente la somme établie par le ministre concernant les frais engagés au cours de l'année pour la prestation des services aux propriétaires et aux occupants de lots résidentiels situés dans un district de parc ou à leur avantage, à l'exception des services faisant l'objet de droits supplémentaires selon le paragraphe (4);

B is the total number of residential lots in the park district.

6.1(2) Despite subsection (1), if different service fees for the 2012-2013 year were charged to owners and occupiers of residential lots within a park district, the annual base service fee payable after the 2012-2013 year by an owner or occupier of a residential lot within that district is, subject to adjustment under subsection (3), the amount determined by the following formula:

$$SF = A \times B/C$$

In this formula,

SF is the annual base service fee payable;

A is the base service fee that was payable in respect of that residential lot for the previous year or, if the lot did not exist in that year, the service fee that was payable for the previous year in respect of a residential lot within the same area of the district or in respect of which similar services are being provided in the year in question;

B is the amount determined by the minister to be the cost of providing services to or for the benefit of owners and occupiers of residential lots in the district for that year, other than services for which a supplemental service fee is payable under subsection (4);

C is the total of the service fees that were payable in respect of all residential lots within that district in the previous year.

B représente le nombre total de lots résidentiels situés dans le district de parc.

6.1(2) Malgré le paragraphe (1), si des droits de service distincts ont été fixés pour l'année 2012-2013 relativement aux lots résidentiels situés dans les différentes zones d'un district de parc, les droits de service annuels de base que les propriétaires ou occupants de ces lots doivent payer après l'année 2012-2013 sont calculés, sous réserve du rajustement prévu au paragraphe (3), à l'aide de la formule suivante :

$$DS = A \times B/C$$

Dans cette formule :

DS représente les droits de service annuels de base exigibles;

A représente les droits de service de base exigibles relativement au lot résidentiel pour l'année précédente ou, si ce lot n'existait pas alors, les droits de service exigibles pour l'année précédente relativement à un lot résidentiel situé dans la même zone du district ou bénéficiant de services semblables au cours de l'année en question;

B représente la somme établie par le ministre concernant les coûts associés à la prestation des services aux propriétaires et aux occupants de lots résidentiels situés dans un district de parc ou à leur avantage, à l'exception des services faisant l'objet de droits supplémentaires selon le paragraphe (4);

C représente la totalité des droits de service exigibles relativement à tous les lots résidentiels situés dans ce district pour l'année précédente.

6.1(3) For the following years, the base service fee payable by an owner or occupier of a residential lot within a park district is to be reduced by the amount that is equal to the specified percentage of the difference between the base service fee calculated under subsection (1) or (2) for that year and the 2012-13 service fee payable in respect of the lot in question or, if the lot did not exist in that year, the service fee that was payable for the 2012-2013 year in respect of a residential lot within the same area of the district or in respect of which similar services were provided that year:

Year	Reduction
2013-2014	80%
2014-2015	60%
2015-2016	40%
2016-2017	20%

6.1(4) If a new service or an increased level of service is provided in a park district after the 2012-2013 year that primarily benefits owners and occupiers of residential lots in a specific area of the district, a supplemental service fee is payable by owners and occupiers in that area that, subject to subsection (5), is to be calculated in accordance with the following formula:

$$SSF = A/B$$

In this formula,

- SSF is the supplemental service fee payable;
- A is the amount determined by the minister to be the cost of providing the new service or increased level of service;
- B is the total number of residential lots in the area of the park district that the minister has determined primarily benefit from the new service or increased level of service.

6.1(3) Pour chaque exercice indiqué ci-dessous, les droits de service de base que doit payer le propriétaire ou l'occupant d'un lot résidentiel situé dans un district de parc font l'objet d'une réduction qui correspond au pourcentage indiqué multiplié par l'écart entre les droits de service de base calculés selon les paragraphes (1) ou (2) pour l'année et les droits de service applicables à ce même lot pour l'année 2012-2013 ou, s'il n'existait pas alors, les droits de service exigibles pour l'année 2012-2013 relativement à un lot résidentiel situé dans la même zone du district ou bénéficiant de services semblables au cours de l'année en question :

Exercice	Réduction
2013-2014	80 %
2014-2015	60 %
2015-2016	40 %
2016-2017	20 %

6.1(4) Lorsqu'un nouveau service est ajouté ou le niveau de service est augmenté après l'année 2012-2013 relativement à des lots résidentiels situés dans une zone particulière à l'intérieur d'un district de parc, les propriétaires et les occupants de ces lots sont tenus de payer les droits de service supplémentaires qui, sous réserve du paragraphe (5), sont calculés à l'aide de la formule suivante :

$$DSS = A/B$$

Dans cette formule :

- DSS représente les droits de service supplémentaires exigibles;
- A représente la somme fixée par le ministre concernant les coûts associés à la prestation du nouveau service ou à l'augmentation du niveau de service;
- B représente le nombre total de lots résidentiels qui sont situés dans la zone du district de parc et qui, selon le ministre, bénéficient principalement du nouveau service ou de l'augmentation du niveau de service.

6.1(5) When calculating a supplemental service fee, the minister may

(a) allocate the additional cost of providing the new service or increased level of service to the year in which the new service or increased level of service was first provided; or

(b) apportion that additional cost between the year in which the new service or increased level of service was first provided and such subsequent years as the minister considers appropriate, in which case the minister may add an interest charge to the costs in Term A of the formula set out in subsection (4) for the applicable years.

Cap on rent and service fees for residential lots in park districts

6.2 The total amount of land rental fees and service fees payable in respect of a residential lot within a park district must not exceed \$3,000 for the 2013-2014 year.

Service fees for commercial operators and special consideration organizations

6.3 The annual service fee payable by an owner or occupier of a commercial lot in a park district and each special consideration organization that operates in a park district is the amount provided for in the applicable lease.

6 Section 7 is repealed.

7 The following is added after section 11:

No default if compliance with deferral agreement

11.1 If the owner or occupier of a residential lot in a provincial park has entered into an agreement with the minister to defer the payment of a portion of the land rental fee or service fee payable in respect of the lot, the owner or occupier is not to be considered to be in default or subject to the payment of interest under section 11 if he or she is complying with all terms of that agreement.

The Queen's Printer
for the Province of Manitoba

6.1(5) Dans le calcul des droits de service supplémentaires, le ministre peut, selon le cas :

a) affecter les coûts additionnels associés à la prestation du nouveau service ou à l'augmentation du niveau de service en entier à l'année pendant laquelle ces améliorations de service commencent;

b) répartir ces coûts additionnels entre l'année pendant laquelle les améliorations de service commencent et le nombre d'années ultérieures que le ministre estime indiqué, auquel cas il peut ajouter pour les années en question des frais d'intérêts aux coûts correspondant à l'élément A de la formule prévue au paragraphe (4).

Droits maximaux de location et de services applicables aux lots résidentiels

6.2 Le total des droits de location de biens-fonds et des droits de service exigibles relativement à un lot résidentiel situé dans des districts de parc ne peut dépasser 3 000 \$ pour l'année 2013-2014.

Droits de service — propriétaires et occupants de lots commerciaux et organismes spéciaux

6.3 Les propriétaires et les occupants de lots commerciaux situés dans des districts de parc et les organismes spéciaux y exerçant leurs activités dans ces districts paient les droits de service annuels prévus par leurs baux respectifs.

6 L'article 7 est abrogé.

7 Il est ajouté, après l'article 11, ce qui suit :

Accord de report

11.1 Le propriétaire ou l'occupant d'un lot résidentiel situé dans un parc provincial qui conclut un accord avec le ministre prévoyant le report du paiement d'une partie des droits de location de biens-fonds ou des droits de service exigibles relativement au lot est réputé ni avoir l'obligation de payer l'intérêt visé à l'article 11 ni faire défaut de payer cet intérêt s'il respecte les conditions de l'accord.

L'Imprimeur de la Reine
du Manitoba